

Canadian
Forces
College

Collège
des
Forces
Canadiennes



La Syrie, vers une stabilité ?

Major David Lacombe

JCSP 46 DL

Solo Flight

Disclaimer

Opinions expressed remain those of the author and do not represent Department of National Defence or Canadian Forces policy. This paper may not be used without written permission.

© 2021 Her Majesty the Queen in Right of Canada,
as represented by the Minister of National Defence.

PCEMI 46 AD

Solo Flight

Avertissement

Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent aucunement des politiques du Ministère de la Défense nationale ou des Forces canadiennes. Ce papier ne peut être reproduit sans autorisation écrite.

© 2021 Sa Majesté la Reine du Chef du Canada,
représentée par le ministre de la Défense nationale.

CANADIAN FORCES COLLEGE – COLLÈGE DES FORCES CANADIENNES

JCSP 46 DL – PCEMI 46 AD
2019 – 2021

SOLO FLIGHT

LA SYRIE, VERS UNE STABILITÉ?

Par le major David Lacombe

“This paper was written by a candidate attending the Canadian Forces College in fulfilment of one of the requirements of the Course of Studies. The paper is a scholastic document, and thus contains facts and opinions, which the author alone considered appropriate and correct for the subject. It does not necessarily reflect the policy or the opinion of any agency, including the Government of Canada and the Canadian Department of National Defence. This paper may not be released, quoted or copied, except with the express permission of the Canadian Department of National Defence.”

« La présente étude a été rédigée par un stagiaire du Collège des Forces canadiennes pour satisfaire à l'une des exigences du cours. L'étude est un document qui se rapporte au cours et contient donc des faits et des opinions que seul l'auteur considère comme appropriés et convenables au sujet. Elle ne reflète pas nécessairement la politique ou l'opinion d'un organisme quelconque, y compris le gouvernement du Canada et le ministère de la Défense nationale du Canada. Il est défendu de diffuser, de citer ou de reproduire cette étude sans la permission expresse du ministère de la Défense nationale. »

Table des matières	ii
Introduction	1
Chapitres	
1. Facteurs politique	2
1.1 L'absence d'option du régime syrien	2
1.2 Essoufflement des monarchies du Golfe	3
1.3 Perte de support envers la Turquie	5
1.4 Implication direct de l'Iran et de la Russie	7
2. Facteurs domestique	9
2.1 La loyauté des forces armées syriennes	9
2.2 Migration de la population vers les territoires gouvernementaux	10
Conclusion	10
Références	12

LA SYRIE, VERS UNE STABILITÉ?

INTRODUCTION

Suite au printemps arabe de 2011 qui a eu des répercussions dans plusieurs pays du Moyen-Orient, un mouvement de contestation prodémocratique voit le jour en Syrie. Le mouvement qui dans un premier lieu était largement pacifique se fait brutalement réprimer par le régime et se transforme tranquillement en une rébellion armée.¹ Le conflit qui prend de l'ampleur dans les années pousse les forces du régime au bord du gouffre. Étant affaibli par les multiples défections dans ses rangs accompagnés de l'arrivée de centaines de combattants étrangers venus combattre dans le camp des forces rebelles le régime perd le contrôle sur de vastes territoires et la survie du régime syrien de Bashar Al Assad est grandement remise en question. L'enjeu de ce conflit a été pendant plusieurs années très incertain et plusieurs pays comme les États-Unis et le Royaume uni affirmaient ouvertement que les jours du régime de Damas étaient comptés. Par contre, les guerres civiles n'ont pas nécessairement l'état final que l'on aurait voulu et dans les cas de la Syrie, le régime d'Assad a prévalu et a maintenant imposé son contrôle sur la majorité du territoire de son pays. Mais après ces nombreuses années de souffrance humaine et l'échec de renversé le régime du dictateur syrien est ce cette guerre civile est bel et bien terminée? Dans le prochain texte, j'expliquerai pourquoi, selon moi, la guerre de Syrie est terminée et que le peuple syrien pourra enfin connaître une certaine stabilité. En premier lieu, je parlerai des facteurs politiques qui ont fait en sorte que la guerre civile était inévitable et qui ont maintenant un rôle déterminant dans la stabilité du gouvernement syrien. En Second lieu, je traiterai des facteurs domestiques touchant les forces armées syriennes et les mouvements de population qui ont une influence sur la stabilité du pays. À l'aide de ces facteurs, je serai en mesure de

¹ L'Express. « La Syrie dévastée par la guerre », 26 février 2012, consulté le 11 avril 2021, https://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-moyen-orient/la-syrie-en-guerre_989289.html.

démontrer que le régime syrien est maintenant en position de force et connaître assurément une stabilité dans les prochaines années.

Facteurs politiques

L'absence d'option du régime syrien

Tout d'abord, les manifestations pros démocratiques en Syrie à l'été 2011 furent réprimées brutalement par le régime syrien qui y voyait une menace directe à son existence. En réponse, plusieurs membres de la communauté internationale dont les États-Unis, la France et le Royaume unis ont immédiatement fermé tous les canaux de communication avec le régime. De plus, ces pays ont accordé leur support au Conseil national syrien qui était une autorité politique de transition lancée en octobre 2011, à Istanbul, pour coordonner et faciliter l'opposition à mener des opérations contre le gouvernement de Bachar Al-Assad.² En prenant ces décisions, ils ont enlevé toute forme possible de solution diplomatique au conflit qui ne faisait que prendre de l'ampleur. Aujourd'hui, plusieurs politicologues estiment qu'il aurait fallu chercher une solution de compromis par le dialogue en maintenant ouverts les canaux diplomatiques officiels avec Assad et en s'abstenant de demander sa démission. Selon eux, il n'était pas réaliste d'attendre d'Assad qu'il négocie sa propre disparition politique.³ Donc, la décision d'un grand nombre de pays de la communauté internationale d'exiger la démission sans condition du gouvernement d'Assad tout en supportant les mouvements de rébellion armée n'a fait qu'empirer la guerre civile. Ceci a fait en sorte que la seule possibilité de survie d'Assad et de sa minorité alaouite était de gagner la guerre par la force.

Enfin, suite à l'essoufflement du mouvement de rébellion et des récentes victoires du régime qui a repris le contrôle de la plupart de ses territoires aux rebelles, plusieurs puissances sont revenues

² Le monde. « Aider écouter confronter l'opposition syrienne » 03 oct 2011, consulté 12 avril 2021 https://www.lemonde.fr/idees/article/2011/10/03/aider-ecouter-conforter-l-opposition-syrienne_1581409_3232.html#ens_id=1481132.

³ Van Dam, Nikolaos. *Destroying a nation: The civil war in Syria* (Londres, I. B. Tauris, 2017), p.336

sur leur décision et ont rouvert les communications avec le gouvernement syrien. La décision des Émirats arabes de rouvrir leur ambassade à Damas en 2018 et du discours du prince héritier saoudien au New York Times qui affirmait qu'Assad resterait au pouvoir le confirme.⁴ Donc, la réouverture de la diplomatie et le changement de discours de plusieurs pays sur le sort du président syrien confirment que les ambitions initiales en Syrie ne seront pas réalisées et que la réouverture de la diplomatie apportera assurément de la plus de stabilité dans l'avenir.

Essoufflement des monarchies du Golfe

Avant la guerre civile, la société syrienne composée à plus de 70 % sunnite, se caractérisait par l'enchevêtrement des appartenances identitaires. Son pouvoir, centré sur la minorité alawite à donner lieu dans le passé à des affrontements interconfessionnels violents.⁵ Le régime syrien dû à sa nature communautaire était vu par la majorité des minorités religieuses de Syrie comme un rempart contre la domination de l'islam politique. Pour cette raison, plusieurs chrétiens ont fui les violences d'Irak dans les années 2000 afin de se réfugier en Syrie où le gouvernement leur était bien plus favorable. Par contre, la représentation négative de l'islam politique a alimenté depuis le début des années 1980 un mouvement réactionnaire de réislamisation de la société syrienne.⁶ Ce mouvement largement supporté par les monarchies du Golfe était au cœur du mouvement de contestation initiale. À mesure que le conflit évoluait vers la guerre civile, le rôle joué par l'Arabie Saoudite et le Qatar dans le soutien logistique et dans l'armement de l'opposition, très majoritairement sunnite augmente de manière considérable.

⁴ L'orient le jour. « *L'Arabie Saoudite veut elle réintégrer le jeu syrien* », 17 octobre 2019, consulté le 12 avril 2021, <https://www.lorientlejour.com/article/1191328/larabie-saoudite-veut-elle-reintegrer-le-jeu-syrien-.html>.

⁵ Feuerstoss, Isabelle. *Guerre civile en Syrie : le retour du refoulé*, Politique étrangère 2012/3 (Automne), p.601

⁶ Ibid, p.608

Donc, pendant les premières années de la guerre civile, les investissements massifs des monarchies du Golfe étaient grandement justifiés par la certitude que le régime d'Assad allait tomber et qu'un gouvernement islamique représentant la majorité de la population prendrait le pouvoir. Par contre, cet espoir a tranquillement diminué avec le support grandissant de l'Iran et de l'arrivée des forces russes dans le conflit en support du régime syrien.

De plus, l'arrivée au pouvoir fin janvier 2015 du roi Salmane et de son fils, le prince héritier Mohammed, coïncide avec l'implication de l'Arabie Saoudite et des Émirats arabes unis dans les conflits internes yéménites. La coalition arabo-sunnite est formée afin de rétablir par la force, le président Abd Rabbo Mansour Hadi, chassé du pouvoir par les rebelles houris supportées par l'Iran.⁷ Alors, le conflit du Yémen prend la priorité et devient un enjeu vital pour Riyad puisque ce pays contrôle largement le détroit de Bab el-Mandeb par où transitent environ 35 % du commerce maritime mondial. Une présence de l'Iran dans cette zone était considérée par Riyad comme un danger direct pour le royaume ce qui place le conflit syrien plus loin dans ses priorités. Ainsi, après quatre ans de combat et avoir subi de très lourde perte, la coalition saoudite au Yémen semble relativement bloquée sur le terrain. Ce conflit qui est devenu extrêmement coûteux pour l'Arabie Saoudite reçoit aussi des pressions de la communauté internationale pour la crise humanitaire que le conflit a causée.⁸ Enfin, l'enlisement de l'Arabie saoudite qui est incapable de vaincre les Houthis et incapable de trouver une solution diplomatique accompagné de l'effondrement des prix du pétrole en 2020 fait en sorte que le royaume n'est plus en mesure de supporter un conflit secondaire comme celui en Syrie.

Ensuite, depuis 2015, il est évident que suite à l'arrivée massive du support des forces russes et iraniennes, le conflit en Syrie penche en faveur d'une victoire du Régime d'Assad. L'Arabie Saoudite et les Émirats qui ont épuisé une grande partie de ressource dans la guerre au Yémen n'ont évidemment

⁷ Frison-Roche, François, *Guerre au Yémen : an V* (Dans Politique étrangère 2019/2, Été), p.92

⁸ Ibid, p.98

plus les mêmes ambitions et motivations en Syrie qu'ils avaient au début de la Guerre civile. Un exemple de ce revirement est l'entrevue du prince héritier saoudien, Mohammad Ben Salmane le 30 mars 2018 lorsqu'il a indiqué que le président syrien Bachar Al Assad restera probablement au pouvoir, alors que Riyad avait jusque-là toujours soutenu les rebelles qui le combattent et tout en exigeant son départ.⁹ Aussi, l'ancien ministre d'État aux Affaires étrangères des Émirats Anwar Gargash explique que: « Face à l'expansionnisme régional de l'Iran et de la Turquie, il y a un rôle arabe à jouer en Syrie qui est devenu encore plus nécessaire ».¹⁰ Donc, l'essoufflement des monarchies du Golfe et leur désir de garder une influence dans la région les forceront, sans aucun doute, à avoir une approche plus constructive dans le futur avec le régime syrien. Un exemple récent de ce changement de direction a été la réouverture de l'ambassade des Émirats à Damas.¹¹

Perte de support envers la Turquie

Depuis le début de la guerre civile en Syrie, la Turquie a joué un rôle majeur dans le support de la rébellion et dans l'instabilité du régime syrien. Son rôle de premier plan dans la création des forces de l'opposition en leur fournissant un soutien politique, financier et en les laissant utiliser son territoire comme base arrière. De plus, la Turquie a fermé les yeux sur les milliers de combattants islamiste et djihadiste traversant son territoire afin d'aller combattre le régime d'Assad. Dans son support initial aux groupes rebelles, la Turquie pouvait compter sur le support de plusieurs puissances comme la France, les monarchies du Golfe et les États-Unis. Par contre, les politiques agressives et nationalistes

⁹ La croix. « Mohammad Ben Salmane Bachar-Al Assad va rester », 31 mars 2018, consulté 14 avril 2021, <https://www.la-croix.com/Monde/Mohammad-Ben-Salmane-Bachar-Al-Assad-rester-2018-03-31-1200928285>.

¹⁰ L'orient le jour. « L'Arabie Saoudite veut elle réintégrer le jeu syrien » 17 octobre 2019, consulté le 12 avril 2021 <https://www.lorientlejour.com/article/1191328/larabie-saoudite-veut-elle-reintegrer-le-jeu-syrien-.html>

¹¹ La presse. « Les émirats rouvrent leur ambassade à Damas » 17 décembre 2018, consulté le 14 avril 2021 <https://www.lapresse.ca/international/moyen-orient/201812/27/01-5209329-les-emirats-rouvrent-leur-ambassade-a-damas.php>.

du président Erdogan ont fait en sorte que ce support a tranquillement diminuer tout au long du conflit pour devenir un adversaire régional de ces mêmes puissances.

D'abord, une source de rapprochement entre la Turquie et l'Europe était les réalisations du parti au pouvoir pour la justice et le développement, notamment en cherchant à démocratiser et à améliorer les liens avec l'Union européenne.¹² Suite à ces réformes, plusieurs voyaient la Turquie potentiellement intégrer l'Union européenne. Par contre, le référendum constitutionnel de 2017 et les élections présidentielles en 2018 ont transformé la République turque qui avait un système parlementaire en un système présidentiel qui subordonne chaque institution de l'État au président et supprime tout semblant de séparation des pouvoirs.¹³ Ces réformes, qui s'approche très près d'une dictature a été une douche froide pour les puissances Européen qui souhaitait intégré une Turquie ouverte et démocratiser. Aussi, lorsqu'il a déployé des milliers de mercenaires djihadistes syriens ainsi que l'équipement militaires turcs, y compris des drones, en soutien au gouvernement libyen a eu l'effet de bloqué l'avancée du général d'opposition Haftar sur Tripoli.¹⁴ Cette situation a mis la Turquie en désaccord non seulement avec la plupart des Européens, mais aussi avec l'Égypte, la Russie et les puissances du Golfe qui soutenaient Haftar.

De plus, un grand allié stratégique de la Turquie dans la région était les États-Unis. Plusieurs désaccords ont largement terni leur relation au cours des dernières années. L'arrestation en août 2018, du pasteur américain Andrew Brunson et trois employés turcs du système des ambassades et consulats américains sous de fausses accusations de tentative de renversement du gouvernement, a provoqué selon plusieurs observateurs une crise inutile et mal calculée par Erdogan.¹⁵ La réaction du président Trump d'imposer de sévère sanction à la Turquie a eu un effet très néfaste pour l'économie turque. Un autre point de désaccord majeur avec les États-Unis était la question kurde en Syrie. Erdogan qui voyait

¹² Gelvin, James L. *The contemporary Middle East in an age of upheaval* (Stanford: Stanford university press, 2021), p.170

¹³ Ibid, p.171

¹⁴ Ibid, p.180

¹⁵ Ibid, p.173

les Kurdes comme la menace majeure à la stabilité de son pays ne pouvait tout simplement pas accepter que Washington les armes et les entraîne juste l'autre côté de la frontière en Syrie. Cette collaboration était inacceptable pour Erdoğan, qui a intensifié sa rhétorique au point de menacer d'intervenir dans les zones où les troupes américaines étaient basées, espérant que cela inciterait les États-Unis à changer d'approche. Voulant forcer les Américains à abandonner les Kurdes, il a ordonné à l'armée turque et à ses alliés locaux d'entrer à deux reprises dans les zones de Syrie habitées par les Kurdes.¹⁶ Ces deux interventions ont conduit à l'expulsion des Kurdes syriens de leurs foyers et tout en effectuant un nettoyage technique de la région. Donc, les troubles politiques accompagnés des sanctions économiques ainsi que les offensives turques contre les Kurdes ont grandement détérioré les relations entre les États-Unis et la Turquie au point qu'ils sont devenus à certain niveau des adversaires dans la région.

Somme toute, dans les premières années du conflit syrien, la Turquie avait le support des puissances européennes et des États-Unis dans son support aux rebelles syriens. Plusieurs fermaient les yeux sur les groupes islamistes qui étaient entraînés et équipés par la Turquie dans le but de combattre le régime d'Assad. Ce support a grandement changé lorsque la Turquie a utilisé ces mêmes groupes en Libye ce qui mettait en péril les intérêts européens. Aujourd'hui, la Turquie se retrouve beaucoup plus isolée et est vue comme un adversaire pour la plupart des puissances du monde. Pour cette raison, leur pouvoir d'influencer l'avenir de la Syrie est grandement diminué et ils ne seront plus en mesure de déstabiliser et d'effectuer une offensive sans être largement condamné par la communauté internationale.

¹⁶ Gelvin, James L. *The contemporary Middle East in an age of upheaval* (Stanford: Stanford university press, 2021), p.179

Implication directe de l'Iran et de la Russie

Dans les premières années de la guerre civile syrienne, les grandes puissances étrangères étaient impliquées dans le conflit de manière indirecte. Du côté de l'opposition, les monarchies du Golfe et la Turquie fournissaient à l'opposition de l'équipement et le financement nécessaire, tandis que du côté des supporters du régime, leur support était majoritairement diplomatique.¹⁷ Suite à l'intensification du conflit dans les années qui ont suivi, plusieurs grandes puissances adoptent une approche plus directe. L'une d'entre elles est l'Iran en 2013 qui envoie ses forces expéditionnaires des Gardiens de la Révolution (IRGC) ainsi que le Hezbollah libanais qui réussit à faire une différence notable en faveur du régime Assad en remportant des combats stratégiques.¹⁸ Le 30 septembre 2015 alors la tendance du conflit était retournée en faveur des groupes rebelles et de l'État islamique, la Russie débute son intervention militaire avec l'envoi de troupe combattre en Syrie. Cet événement qui est marquant dans la guerre civile syrienne a fait en sorte de sécurisé le pouvoir de Bashar Al Assad.¹⁹

Aussi, la Russie a grandement investi dans l'agrandissement de leur base aérienne à Hmeimin ainsi que dans leurs infrastructures portuaires de Tartu ce qui a grandement consolidé leur présence militaire dans la région. Il est évident que la présence militaire russe et iranienne en Syrie est en quelque sorte une police d'assurance pour la survie du régime de Damas. Pour cette raison, je suis persuadé que dans les prochaines années, la Syrie connaîtra une plus grande stabilité puisque ces grandes puissances qui sont maintenant positionnées physiquement dans le pays affirment dorénavant qu'ils le défendront directement en cas de besoin.

¹⁷ Le monde. « Syrie la dernière carte de Bashar Al Assad », 16 juin 2011, consulté le 19 avril 2021, https://www.lemonde.fr/idees/article/2011/06/16/syrie-la-derniere-carte-de-bachar-al-assad_1536986_3232.html?xtmc=syrie_iran&xtr=93.

¹⁸ Le monde. « Syrie, l'intervention du Hezbollah » 21 mai 2013, consulté le 19 avril 2021, https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2013/05/21/syrie-l-intervention-du-hezbollah-inquiete_3414843_3218.html?xtmc=syrie_iran&xtr=75.

¹⁹ Le monde. « Frappe Russe en Syrie », 7 octobre 2015, consulté le 19 avril 202, https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2015/10/07/frappes-russes-en-syrie-les-visite-du-general-iranien-qassem-soleimani-a-moscou_4783821_3218.html.

Facteurs domestiques

La loyauté des forces armées syriennes

Avant que débute la guerre civile, les forces armées syriennes bien qu'elle comptait des milliers de membres ne partageaient pas les mêmes valeurs culturelle et religieuse. Par exemple: « la communauté alaouite du président Bachar al-Assad représenterait environ 10 % de la population syrienne, elle est réputée largement majoritaire parmi les officiers, les hommes de rang de la garde républicaine du régime. »²⁰ Tandis chez les sous-officiers et les militaires du rang, ils étaient en grand nombre issu de milieux plus modestes et de confession sunnite. Donc, lors du déclenchement de la guerre civile et de l'envoi des forces armées afin de mater la rébellion, la défection croissante d'officiers à faible responsabilité et de sous-officiers souvent issus d'un milieu modeste a été observée. Ces défections s'expliquent par le fait: « qu'ils se soient moins enrichis que leurs supérieurs et, surtout, qu'ils soient moins visibles au sein de la chaîne de décision rend leur défection moins lourde de conséquences pour eux et leur famille.»²¹ Ces multiples défections font, en premier lieu, très mal au régime qui doit combattre une force rebelle de plus en plus nombreuse. Par contre, à partir de 2013, les défections au sein des forces armées syriennes se font beaucoup plus rares et les nouveaux membres ont une loyauté indiscutable puisque la majorité d'entre eux lutte pour la survie de leur pays et de leur mode de vie. Ceci a fait en sorte que la guerre civile a en quelque sorte nettoyer des forces syriennes et gardé les soldats les plus loyaux et dévouer. Donc, dans la situation que des combats allait à reprendre

²⁰ Thomas, Pierret, Chapitre 11. *La Syrie d'un soulèvement à l'autre* (Beyrouth : Presse de l'IFPO, 2012), p. 221

²¹ Feuerstoss, Isabelle, *Guerre civile en Syrie : le retour du refoulé*, (Politique étrangère 2012/3, Automne), p.601

en Syrie, le régime n'aurait certainement pas à souffrir des nombreuses défections qu'ils ont connues au début de la guerre civile.

Migration de la population vers les territoires gouvernementaux

De plus, pendant la guerre civile, une grande partie de la population de la Syrie a fui les territoires contrôlés par les différents groupes rebelles. Un grand nombre d'entre eux ont quitté le pays comme réfugié, mais d'autres ont fui vers les zones contrôlées par le gouvernement. Même s'il ne supportait pas nécessairement le régime de Bashar Al Assad, les territoires gouvernementaux leur offraient les besoins essentiels de la vie en termes de nourriture et de sécurité. Tandis que les territoires rebelles souvent contrôlés par des milices islamistes manquaient grandement de sécurité pour la population. Même si nous avons entendu à plusieurs reprises certains politiciens comme le secrétaire d'État américain John Kerry dire ouvertement que l'état syrien était en faillite et que le régime d'Assad tuait son propre peuple, la réalité sur le terrain était différente.²² Depuis 2011, l'État syrien avait certes perdu le contrôle d'une bonne partie de leur territoire, mais leurs gouvernements sont arrivés et arrivent encore à assumer leurs responsabilités de base dans les portions du territoire qu'ils contrôlent.²³ Donc, même si le régime syrien devait fonctionner avec les nombreux défis que peut apporter une guerre civile, l'État n'était pas en faillite et une grande partie de la population du pays a préféré aller vivre dans les zones contrôlées par le gouvernement puisqu'elles offraient la meilleure option disponible en Syrie. Aujourd'hui, après avoir traversé l'adversité leur confiance en la stabilité du régime a certainement augmenté.

²² ITV News. « Assad is carrying out 'nothing short of a massacre », 15 décembre 2016, consulté le 20 avril 2021, <https://www.itv.com/news/2016-12-15/john-kerry-assad-is-carrying-out-nothing-short-of-a-massacre-of-his-own-citizens-in-syria>.

²³ Illy Ousseni. « *L'État en faillite* » en droit international. Revue Québécoise de droit international, volume 28-2, 2015, p.61

Conclusion

En conclusion, la guerre civile de Syrie est un exemple que les conflits armés ne tournent pas nécessairement dans la direction voulue initialement. Donc, l'abandon de la diplomatie pour résoudre le conflit initial par les différents gouvernements supportant l'opposition s'est avéré une grave erreur. Ensuite, les monarchies sunnites du Moyen-Orient qui étaient au début du conflit les grands commanditaires du mouvement de rébellion ont fini par réaliser avec les années que le régime d'Assad allait rester au pouvoir et qu'il n'était plus en mesure de supporter les rebelles. Ils ont adapté leur discours indiquant un futur possible pour Assad et ont tranquillement repris leur diplomatie avec Damas. De plus, le support initial de l'Europe et des États-Unis dont bénéficiait la Turquie dans son implication dans le conflit syrien a grandement diminué à cause de ses politiques régionales agressives ce qui aura comme effet de diminuer son influence en Syrie. Aussi, l'implication très importante de l'Iran et de la Russie dans le conflit a permis au régime de remporter la majorité des combats sur le terrain. Maintenant que ces deux pays possèdent des bases sur le territoire syrien, ils seront directement impliqués dans le futur de la Syrie ce qui garantit une sorte de stabilité pour le gouvernement. Enfin, la population et les forces armées syriennes ont traversé l'adversité de plusieurs années de guerre civile et sont désormais très loyales envers le régime. Finalement, il est maintenant clair que les facteurs qui ont amplifié la guerre civile ne sont plus présents et que le régime syrien grâce à ses alliances et ses forces domestiques est en position de force. Selon moi, la Syrie connaîtra une période de stabilité dans les prochaines années et que toute action envers le pays se fera dans le futur principalement au travers de la diplomatie.

RÉFÉRENCES

- Feuerstoss, Isabelle. *Guerre civile en Syrie : le retour du refoulé*, Politique étrangère 2012/3, Automne
- Frison-Roche, François, *Guerre au Yémen : an V*, Politique étrangère 2019/2, Été.
- Gelvin, James L. *The contemporary Middle East in an age of upheaval*. Stanford: Stanford university press, 2021.
- Illy Ousseni. « *L'État en faillite* » en droit international. *Revue Québécoise de droit international*, volume 28-2, 2015.
- ITV News. « Assad is carrying out 'nothing short of a massacre », 15 décembre 2016, consulté le 20 avril 2021, <https://www.itv.com/news/2016-12-15/john-kerry-assad-is-carrying-out-nothing-short-of-a-massacre-of-his-own-citizens-in-syria>.
- La croix. « Mohammad Ben Salmane Bachar-Al Assad va rester », 31 mars 2018, consulté le 14 avril 2021, <https://www.la-croix.com/Monde/Mohammad-Ben-Salmane-Bachar-Al-Assad-rester-2018-03-31-1200928285>.
- La presse. « Les émirats rouvrent leur ambassade à Damas » 17 décembre 2018, consulté le 14 avril 2021, <https://www.lapresse.ca/international/moyen-orient/201812/27/01-5209329-les-emirats-rouvrent-leur-ambassade-a-damas.php>.
- Le monde. « Aider écouter confronter l'opposition syrienne » 03 oct 2011, consulté le 12 avril 2021, https://www.lemonde.fr/idees/article/2011/10/03/aider-ecouter-confronter-l-opposition-syrienne_1581409_3232.html
- Le monde. « Frappe Russe en Syrie », 7 octobre 2015, consulté le 19 avril 2021, https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2015/10/07/frappes-russes-en-syrie-les-visite-du-general-iranien-qassem-soleimani-a-moscou_4783821_3218.html.
- Le monde. « Syrie la dernière carte de Bashar Al Assad », 16 juin 2011, consulté le 19 avril 2021, https://www.lemonde.fr/idees/article/2011/06/16/syrie-la-derniere-carte-de-bachar-al-assad_1536986_3232.html?
- Le monde. « Syrie, l'intervention du Hezbollah » 21 mai 2013, consulté le 19 avril 2021, https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2013/05/21/syrie-l-intervention-du-hezbollah-inquiete_3414843_3218.html?
- L'Express. « La Syrie dévastée par la guerre », 26 février 2012, consulté le 11 avril 2021, https://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-moyen-orient/la-syrie-en-guerre_989289.html.
- L'orient le jour. « *L'Arabie Saoudite veut elle réintégrer le jeu syrien* », 17 octobre 2019, consulté le 12 avril 2021, <https://www.lorientlejour.com/article/1191328/larabie-saoudite-veut-elle-reintegrer-le-jeu-syrien-.html>.
- Thomas, Pierret, Chapitre 11. *La Syrie d'un soulèvement à l'autre*, Beyrouth : Presse de l'IFPO, 2012.

Van Dam, Nikolaos. *Destroying a nation: The civil war in Syria*, Londres: I. B. Tauris, 2017.